terrain. Sur ce point il est évident qu'un désaccord existe entre nous.

En réalité, nous avons voulu sortir des bavardages scolastiques. Nous avons apporté depuis quatre mois un matériel d'expérienc pratique important et nouveau. C'est lui qui doit faire l'objet de la discussion. Vous nous donnez des appréciations purement abstraites du front unique; par exemple, selon vous, il ne faut pas constituer de comités permanents qui commencent par grouper les partis et organisations ouvrières. Il faut simplement des "accords précis" (?) pour "faire surgir" des soviets. Au fond, c'est là la conception stalinienne, ou plus exactement la pratique stalinienne, telle que nous l'expérimentons depuis quatre mois.

A notre avis, il est impossible de ne pas passer par l'étape du front unique permanent entre les organisations, bien entendu, sans renoncement pour chaque parti à ses opinions et propositions et avec un objectif limité. Cette base doit immédiatement être élargie aux élus de collectivités ouvrières d'usines ou d'habitations. Vous opposez les organisations à la masse. [illegible] Selon nous il faut utiliser les organisations pour aller à la masse. C'est la leçon de l'expérience. La multiplicité des mots d'ordre dans ce domaine résulte avant tout de la multiplicité et de la diversité des formes réelles du mouvement, et non, comme vous le croyez, de notre propre conception. Notre conception est clairement définie dans l'article "les soviets partout", publié dans la Vérité du I8 mai, qui est justement consacré à démontrer à Thorez, que le premier pas à faire, si l'ont veut aboutir à des soviets réels, est de commencer par des accords entre organisations, par des comités, où proportionnellement, nous pourrons nous trouver en minorité, non seulement devant des amsterdamiens et des SF IO, mais parfois devant des pacifistes et des radicaux. Dans ces comités, nos revendications constantes sont a) appel aux travailleurs élus par entreprise (voir notre déclaration au Cirque d'Hiver) b) élargissement constant des tâches - lutte antifasciste, diffusion de presse, contrôle, direction des masses; c) constitution des milices ouvrières; d) fonctionnement démocratique. Toute autre manière de faire aujourd'hui reste sur le papier.

4°) Armement du Prolétariat. Nous sommes bien d'accord que la lutte de masse sans armement, c'est un leurre. Nous ne cessons pas de poser ce problème. Mais pourquoi reprendre à ce sujet le mot d'ordre du parti communiste: "auto-défense prolétarienne"? Ce mot d'ordre cache en réalité la passivité, alors que celui des milices indique la nécessité de l'armement et de l'organisation. Nous vous signalons à ce sujet que la question a commencé d'être largement discuté chez nous depuis plus de 6 mois.

5°) Notre position sur l'unité syndicale reste la suivante: fusion nationale des CGT. Si cela est possible: fusion des fédérations, et même des syndicats. Vous dites qu'on ne peut pas fusionner deux bureaucraties? Pourquoi, puisqu'on peut bien leur faire réaliser le front unique? En réalité les deux bureaucraties refusent la fusion parcequ'elles ne veulent pas partager leur domination. Mais la question n'est pas si simple. Examinez le cas des fédérations de cheminots, des PTT, même des mineurs. Peut-on se borner à parler simplement de rentrer à la CGT ? Qu'on le veulle ou non, un courant encore massif existe autour de la CGTU et des autonomes. Quel est notre mot d'ordre pour ce courant? Fusionnez vos syndicats - ce qui équivaut nationalement à entrer dans la CGT.

La situation (nouvelle crise dans la CGTU) peut d'ailleurs nous obliger à modifier rapidement ces directives.

6°) La crise du P.C. Vous affirmez que la "question Doriot est devenue une des questions les plus importantes du mouvement ouvrier français". Nous ajouterons: et international. C'est ce que nous avons affirmé dès la